

**Direction de la Stratégie  
Direction Départementale du Loiret**

**Conseil départemental du Loiret**

**La Directrice générale de l'ARS Centre-Val de Loire**

**et**

**le Président du Conseil départemental du Loiret**

**A**

**Monsieur le Président du Conseil d'administration  
Société EMERA  
E'SPACE PARK A  
45, Allée des Ormes  
CS 12100  
06254 MOUGINS CEDEX**

*Affaire suivie par :  
Secrétariat de la DD-ARS 45*

**N/Réf : 2025-DS-198  
V/Réf : votre courrier par courriel du 22/05/2025**

**Date : 12 0 JUIN 2025  
Lettre R.A.R. n° 2C 180 447 0420 4**

**Objet : 45\_SAINTE-PRYVÉ-SAINT-MESMIN\_EHPAD Le lac de Sainte-Pryvé\_inspection du 26 septembre 2024\_notification de décisions définitives.**

**Monsieur le Président,**

**Le 26 septembre 2024, l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) Le lac de Sainte-Pryvé situé au 9 rue de Bel-Air à SAINTE-PRYVÉ-SAINT-MESMIN, a été inspecté par nos services.**

**Le 23 avril 2025, par lettre du 17 avril 2025, nous vous avons fait part des mesures que nous envisagions de prendre sur la base du rapport remis par l'équipe d'inspection et nous vous demandions alors de nous faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.**

**Par courriel du 22 mai 2025, vous nous les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse en interne par l'équipe d'inspection.**

**Vous y déclarez avoir procédé à la mise en œuvre de mesures correctives et vous en attestez par l'envoi de preuves documentaires : nous en prenons acte et, sur leur base, nous levons un certain nombre des mesures envisagées, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par nos services, du suivi de l'inspection.**

Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, nous confirmons, à l'exception de celles indiquées comme réalisées, les mesures envisagées, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

Dans le respect des échéances formalisées dans le tableau annexé, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale de l'Agence Régionale de Santé (cf. *supra* l'adresse électronique de son secrétariat) et aux services du Conseil départemental les preuves documentaires complémentaires de la mise en œuvre des mesures, - celles déjà transmises par vous lui ayant été remises -, afin de permettre leur levée.

\*

Concernant certaines des mesures envisagées maintenues ou levées, nous tenons à vous apporter quelques précisions :

- Mesure 1.1 : capacité et hébergement temporaire :

Le champ prévu par la convention signée le 27 novembre 2024, donc postérieurement à la visite d'inspection entre l'ARS et votre établissement, n'autorise pas un accueil en hébergement temporaire pour toutes les situations : il est restreint à des cas bien précis formalisés dans son article 1<sup>er</sup>. De plus, dans le tableau excel transmis par vos services, vous indiquez respecter l'autorisation délivrée au motif que l'EHPAD accueille des résidents en court séjour ce qui est permis par l'article L342-2 du CASF ; or, d'une part cet article stipule que le court séjour est une modalité d'accueil dont la finalité est limitativement identifiée : il s'agit d'un accueil pour une personne qui, préalablement à l'entrée (sous-entendu : permanente) dans l'établissement souhaite conclure un contrat pour un hébergement d'une durée limitée,

- Mesure 1.3 : Projet d'établissement :

La levée est réalisée malgré l'incohérence partielle des éléments factuels transmis : la date de validation du Projet d'établissement mentionnée dans celui-ci est établie au 1<sup>er</sup> décembre 2024 alors que la validation en CVS aurait eu lieu lors de sa réunion du 15 janvier 2025.

- Mesure 1.6 : EI et transmission des EIG :

La transmission des EI survenus en mars 2025 met en évidence deux carences : un nombre insuffisant d'EI qualifiés en EIG au vu de leur description, une absence de transmission des EIG au Conseil départemental. En l'état, la mesure ne peut être levée.

- 
- Mesure 3.5 : projets personnalisés :


L'élaboration d'un certain nombre d'entre eux accuse du retard, ce qui ne permet pas de lever la mesure.

- Mesure 3.7 : animations de l'unité protégée/sécurisée :


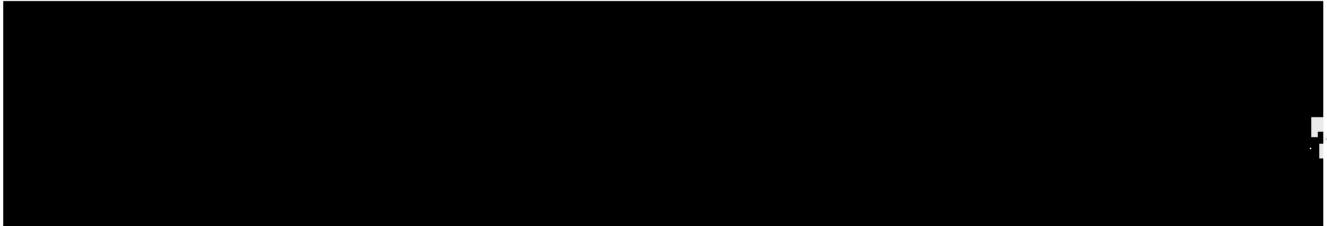
Le calendrier transmis fait état de nombreuses mentions « activités avec les soignants » sans plus de précision, ce qui ne permet pas de vérifier la réalité et la qualité des dites activités. La levée n'est pas possible.

- Mesure 3.9 : identification nominative des médicaments multidoses :

Les éléments transmis sont insuffisamment probants quant à la mise en œuvre pratique de garanties en la matière, par exemple faute de preuves photographiques. La mesure ne peut être levée.



\*



En outre, vous faites état de la méconnaissance de certains signaux adressés aux tutelles sous la forme de signalements ou de réclamations : c'est le choix de leurs auteurs de rester anonymes, pour des raisons qui leur appartiennent dans le contexte actuel.

\*

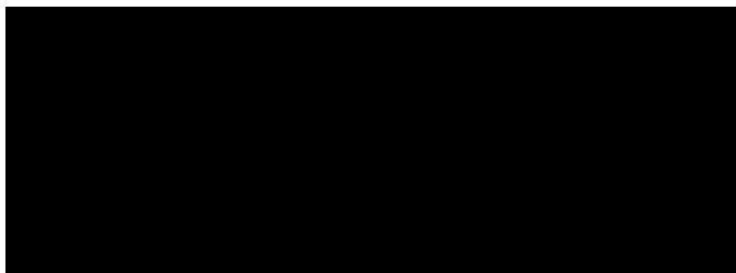
Le non-respect cumulé de plusieurs mesures d'injonctions dans les échéances fixées est susceptible d'entraîner la mise en place d'une sanction administrative (administration provisoire, indemnités journalières, sanctions financières, cessation partielle ou totale, provisoire ou définitive de l'activité d'accueil de résidents), voire d'une éventuelle contre-inspection.

Enfin, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,

Pour le Président du Conseil départemental du Loiret,



Copie :

- Direction de l'établissement

-

-



*Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou du Président du Conseil départemental du Loiret et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L. 6122-13 CSP.

2024_CVL_00027	45_Saint-Pryvé-Saint-Mesmin_ÉPHAD Le lac de Saint-Pryvé						450013966
Inspection du 26 septembre 2024							
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE	
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION			
I. GOUVERNANCE							
1.1	respecter la capacité d'accueil de l'établissement en conformité avec l'autorisation			X	arrêté d'autorisation	1 mois	
1.2	disposer d'un registre des entrées et des sorties		X		Article L331-2 du CASF Article D312-59-7 2° du CASF (missions du directeur) Article L322-8 5° du CASF	Réalisé_sans objet	
1.3	disposer d'un projet d'établissement, incluant un volet prévention et lutte contre la maltraitance, et respecter sa procédure d'adoption, notamment par rapport aux IRP			X	Article L311-8 du CASF Article D311-38-4 du CASF	Réalisé_sans objet	
1.4	afficher le règlement de fonctionnement et le remettre systématiquement à tout nouveau résident et à tout nouveau personnel		X		Article R311-34 du CASF	Réalisé_sans objet	
1.5	informer les personnels de l'existence d'une protection à destination des lanceurs d'alerte			X	Article L313-24 du CASF	Réalisé_sans objet	
1.6	disposer d'une procédure de déclaration obligatoire aux autorités administratives de tutelle des évènements indésirables graves, en assurer la mise en œuvre en pratique sans délai en cas de survenue d'un EIG et procéder à son analyse collective			X	Article L331-8-1 du CASF Article R331-8 du CASF Recommandation DGS/DGAS/Société Française de Gériontologie "Les bonnes pratiques de soins en EHPAD - Octobre 2007"	1 mois	
II. FONCTIONS-SUPPORT							
2.1	· poursuivre les recherches en vue du recrutement d'un médecin coordonnateur disposant d'une qualification en gériontologie et en attester par tout moyen formel et · préciser l'organisation provisoire mise en place d'ici sa prise de poste		X		Article D312-157 du CASF Article D312-156 du CASF	6 mois	
2.2	assurer une présence adaptée de personnels qualifiés tous les jours et toutes les nuits			X	Article L312-1 II du CASF	Réalisé_sans objet	
2.3	justifier la qualification de chaque agent qualifié		X		Article L312-1 II du CASF Article D312-157 du CASF (MEDEC) Décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création d'un diplôme de cadre de santé	Réalisé_sans objet	
2.4	mettre en fin aux glissements de tâches, par une formalisation précise des missions et des responsabilités de chaque professionnel par une fiche de poste individuelle et en garantissant le respect strict de ce cadre en pratique			X	Article L. 311-3 CASF Recommandation ANESM : « Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance » - Partie II - Décembre 2008	Réalisé_sans objet	
2.5	sécuriser divers locaux de stockage d'éléments sensibles			X	Article L311-3 1° du CASF	Réalisé_sans objet	
2.6	installer des limiteurs de la température des robinets des salles d'eau		X		Article L311-3 1° du CASF	Réalisé_sans objet	
III. PRISE EN CHARGE							
3.1	disposer du règlement de fonctionnement en annexe du livret d'accueil		X		Article L311-4 du CASF	Réalisé_sans objet	
3.2	procéder en continu à la mise à jour systématique du contrat de séjour des résidents		X		Article L311-4 du CASF Annexe 2-3-1 I 2° du CASF	Réalisé_sans objet	

3.3	mettre en place une traçabilité formalisée systématique de l'ensemble des activités de soins	X				Réalisé_sans objet
3.4	organiser une prise en charge de la douleur et une mise en place de soins palliatifs de façon pluridisciplinaire et collégiale			X	Articles L. 1110-5-1 et -2 du CSP	Réalisé_sans objet
3.5	élaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident et y inclure un volet soins			X	Article L311-3 du CASF Article D312-155-0 alinéa 3 du CASF	12 mois
3.6	associer le résident à l'élaboration de son projet d'accompagnement personnalisé, notamment par un recueil substantiel, formalisé et à jour de ses habitudes de vie, et respecter des dernières dans le cadre de la prise en charge			X	Article L311-3 7° du CASF	Réalisé_sans objet
3.7	élaborer un programme d'animation en lien avec les besoins des résidents, ainsi qu'un projet d'animation spécifique à l'unité sécurisée		X		Projet d'établissement Article L311-3 3° du CASF Annexe 2-3-1 du CASF Recommandation ANESM 2009 "L'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie d'Alzheimer ou apparentée en établissement médico-social" (unité sécurisée)	15 jours
3.8	assurer le contrôle régulier de la péremption des médicaments			X	Article R4312-38 du CSP	Réalisé_sans objet
3.9	procéder à l'identification nominative des médicaments multidoses			X	Référentiel national d'identitovigilance "1. Principes d'identification des usagers communs à tous les acteurs de santé"	15 jours
3.91	garantir le respect systématique de l'intimité et de la dignité des résidents			X	Article L311-3 1° du CASF Recommandation ANESM, Qualité de vie en EHPAD, organisation du cadre de vie et de la vie quotidienne - juin 2011 (intimité p.17 et 18)	Réalisé_sans objet
<b>IV. RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR</b>						
4.1	disposer d'une convention propre à l'établissement et en cours de validité avec un établissement de santé disposant d'un service d'urgence			X	Article D312-155-0 5° du CASF Recommandation DGS/DGAS/Société Française de Gériatrie "Les bonnes pratiques de soins en EHPAD - Octobre 2007"	3 mois
4.2	disposer d'une convention déterminant les conditions d'intervention de l'association de bénévoles et imposant notamment à ses intervenants le respect du règlement de fonctionnement		X		Article L312-1 II du CASF	Réalisé_sans objet

#### Annexe 1 : Protection des données personnelles

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes, internes ou externes à l'ARS, chargées de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées tant que de besoin pour assurer le suivi des mesures et font l'objet d'une destruction à échéance des besoins de conservation.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

- par courriel :  
[ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr](mailto:ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr)

- à défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données  
Secrétariat Général  
ARS Centre-Val de Loire  
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409  
45044 ORLÉANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>